

---

# Le développement durable en Bulgarie: entre incertitudes et contradictions

## Description

**La Bulgarie a ratifié le protocole de Kyoto et s'est engagée aux côtés des autres Etats signataires à respecter les objectifs chiffrés de réduction des gaz à effets de serre à l'horizon 2008-2012<sup>[1]</sup>. Cependant, des questions telles que la protection de l'environnement, le réchauffement climatique ou la RSE (responsabilité sociale des entreprises) font encore rarement l'objet de débats démocratiques dans l'espace public bulgare.**

---

Les décisions prises par la Bulgarie concernant le développement durable et les actions allant dans ce sens font l'objet d'une attention croissante de la communauté internationale. En novembre 2008, la Bulgarie a reçu plusieurs avertissements de la Commission européenne pour non respect de la législation communautaire en matière d'environnement. Deux dossiers sensibles perdurent : l'insuffisance des mesures adoptées pour la gestion des déchets ménagers dans la capitale ; la violation de la directive sur les oiseaux sauvages, établie dans le cadre du réseau Natura 2000.



## La collecte des déchets, une pratique ancienne

La collecte des déchets est une pratique familière aux Bulgares. Sous le régime communiste, les élèves étaient obligés de collecter une certaine quantité de papiers, de vieux journaux, de verres et de métaux, et de les livrer aux entreprises spécialisées contre des sommes modiques. Le déclin de ces pratiques après 1989 a été brusque. Les centres de collecte ont disparu, et les questions de ramassage et de gestion des déchets ont été occultées pendant près de vingt ans. Depuis début 2008 seulement, on voit apparaître des informations fragmentaires liées à cette problématique. Des conteneurs de couleurs vives (jaune, vert et bleu) ont été installés pour le tri sélectif dans les villes du pays, mais aucune action d'information grand public n'a suivi. De façon générale, les campagnes de communication en faveur du développement durable, encore peu nombreuses, s'avèrent insuffisantes. Certes, des initiatives existent (à titre d'exemple, Ekobulpak, l'une des compagnies de recyclage des déchets, a initié une campagne de sensibilisation « Sauvons un arbre » auprès des écoliers) mais, malheureusement, elles restent ponctuelles. Aussi de grands progrès restent-ils à faire en matière d'éducation à l'environnement en Bulgarie.

Par ailleurs, la Commission européenne a engagé une procédure d'infraction à l'encontre de la Bulgarie pour insuffisance d'infrastructures de gestion des déchets dans la capitale, Sofia (1,25 million d'habitants), où l'absence d'un système et d'installations d'élimination des déchets ménagers représente un risque sérieux pour la santé humaine et pour l'environnement. Des décisions urgentes sont à prendre, afin d'encourager le recyclage et la transformation des déchets.

### **Natura 2000 et biodiversité**

La généreuse biodiversité de la Bulgarie est constamment soumise à des pressions provenant d'une expansion urbaine continue, de la construction abusive d'hôtels et de villages touristiques dans les régions côtières de la mer Noire, et des pratiques industrielles et agricoles souvent néfastes pour l'environnement (polluants industriels, utilisation d'engrais et de pesticides).

La Bulgarie est certainement le pays européen dans lequel la création du réseau écologique Natura 2000 a suscité les plus vifs débats. A cet égard, la crise qui a secoué le pays durant l'hiver 2006-2007 à propos des régions à inscrire dans ce dispositif, est significative : durant cette période, des ONG, mais aussi des citoyens, manifestèrent dans les rues du pays pour s'opposer à la création du réseau écologique, au motif principal qu'il freinait le développement économique. Sans surprise, les premiers contestataires ont été les propriétaires terriens du littoral de la mer Noire, région particulièrement convoitée par les investisseurs pour la construction massive de complexes touristiques, et dont les propositions de rachats sont des plus alléchantes. Au cœur des polémiques suscitées par Natura 2000, la construction d'une station de ski dans la région de Panitchichté, dans la montagne du Rila, parc naturel national, a également secoué l'opinion publique. Pendant l'été 2007, des ONG ont lancé une campagne en faveur de la protection du site, pour la fin des constructions illégales et le développement d'un tourisme responsable.

Un autre dossier, tout aussi brûlant, concerne la violation de la directive sur les oiseaux sauvages, notamment dans la zone protégée de Kaliakra. Le plus grand massif rocheux du littoral bulgare, situé au nord-est du pays, est un site historique et culturel emblématique. Région ornithologique exceptionnelle, notamment pour la migration des oiseaux (située sur la *Via Pontica*, deuxième voie de survol en Europe), Kaliakra est actuellement menacé par des projets d'urbanisation touristique (hôtels, terrains de golf, circuit automobile, parc d'attraction) et par la construction de parcs éoliens comprenant plus de 200 turbines. Certaines zones d'habitats d'oiseaux ont déjà été détruites. Source importante d'énergie renouvelable utile à la lutte contre le changement climatique, la construction de parcs éoliens dans cette zone est positive en elle-même. Cependant, le choix du terrain conduit, selon les experts, à des bouleversements environnementaux dramatiques, notamment pour certaines espèces migratrices ou résidentes. Organisée et gérée sous la période communiste en fonction de préoccupations politiques, bien davantage que de rentabilité économique et de préservation de l'environnement, l'énergie est un secteur révélateur des contradictions et des difficultés de la Bulgarie en matière de développement durable<sup>[2]</sup>. A l'heure actuelle, la principale difficulté dans l'aménagement du territoire est de dépasser les pressions et les intérêts du *lobbying* pour pouvoir respecter les engagements pris à l'égard de l'Union européenne, en matière de réduction des risques environnementaux et de production d'énergie renouvelable<sup>[3]</sup>.



Le Cap Kaliakra © Yanita Andonova 2008

Il est évident que les performances environnementales de la Bulgarie laissent à désirer : émissions de CO<sub>2</sub>, pollution des eaux et des sols, mauvaise gestion des déchets, notamment nucléaires (avec la construction très controversée de la nouvelle centrale de Béléné), les indicateurs parlent d'eux-mêmes. Loin d'être un véritable sujet de préoccupation pour les citoyens bulgares, le développement durable, problématique à la fois économique, sociale et environnementale, largement débattue en Europe, semble quelque peu omise par les autorités publiques et les entreprises en Bulgarie. Certes, la sensibilisation de l'opinion publique aux questions de protection de l'environnement et du réchauffement climatique s'accroît peu à peu ; en témoigne le nombre croissant d'ONG engagées en faveur de la protection de l'environnement. Néanmoins, ces ONG ont encore du mal à se faire entendre dans l'espace public. Les campagnes d'information et de sensibilisation par les médias sont sporadiques. Les institutions étatiques n'ont pas encore mis au point des stratégies de communication claires pour soumettre les questions relatives au développement durable au débat public, et mobiliser les différentes catégories d'acteurs, telles que collectivités territoriales, associations, citoyens et entreprises. Ces dernières ne sont que très peu investies dans ce combat de longue haleine (dans la plupart des cas, il s'agit en fait de multinationales comme la Société Générale ou BNP Paribas). Le pays oscille entre incertitudes et contradictions dans les décisions prises en matière d'écologie et dans leur mise en œuvre. Des efforts urgents restent à faire, afin de diffuser des informations pertinentes et de sensibiliser la société civile aux priorités environnementales, au réchauffement climatique, à la pauvreté, et susciter une réelle prise de conscience du citoyen bulgare et du rôle actif qu'il a à jouer dans le développement durable à l'échelle planétaire.

[1] Le Protocole de Kyoto, adopté en 1997 et entré en vigueur en 2002, est un accord international qui vise à réduire les émissions de gaz à effets de serre (GES), principale cause du réchauffement climatique. Dans ce cadre, la Bulgarie s'est engagée à réduire de 8 %, par rapport aux années 1990, ses émissions de gaz à effet de serre à l'horizon 2012.

[2] Sur la « perestroïka » de l'énergie en Europe centrale et orientale, lire notamment *Réalités industrielles*, Annales des Mines, mai 1993.

[3] La Bulgarie se range à l'une des dernières places, au sein des pays membres de l'Union européenne, pour l'efficacité de l'utilisation des ressources énergétiques.

\* Yanita ANDONOVA est docteur en communication du CELSA – Université Paris IV Sorbonne, vice-présidente de l'association *Langue bulgare, langue d'Europe*.

Photo : © Yanita Andonova 2008.



[Retour en haut de page](#)

**date créée**

15/01/2009

**Champs de Méta**

**Auteur-article :** Yanita ANDONOVA\*